

Éric Nadaud, « Éliane Brault, un parcours au féminin, radical, antifasciste, progressiste, maçonnique et féministe (1895-1982) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. www.histoire-politique.fr.

Éliane Brault, un parcours au féminin, radical, antifasciste, progressiste, maçonnique et féministe (1895-1982)

Éric Nadaud

Éliane Brault fut dans les années 1930 une dirigeante du parti radical, une figure en vue de l'antifascisme et, après 1945, une animatrice du socialisme unitaire et du mouvement progressiste. Elle appartient au petit bataillon des résistantes de la première heure qui rejoignirent la France libre et y exercèrent un commandement. Elle compta parmi celles qui tentèrent de construire une franc-maçonnerie ouverte aux femmes en même temps que tournée vers des idéaux de progrès. Elle fut enfin de ces pionnières qui s'imposèrent à la direction des organisations politiques et dans des fonctions de pouvoir avant même que les Françaises ne disposent du droit de vote.

Elle mérite l'attention des historiens non seulement en raison de ces différents rôles, mais aussi parce que son histoire rejoint, dans une mesure qu'il faut évaluer, celle de la gauche française, de la franc-maçonnerie, du féminisme et de l'émancipation des femmes. Sa trajectoire personnelle est notamment à replacer dans le cadre plus vaste de l'action unitaire des militants qui se sont battus à partir de 1934 pour l'unification des gauches sous la bannière de l'antifascisme et du progrès social, mais se sont heurtés, après 1937, à des logiques partisans contraires. Elle renvoie aussi aux difficultés que les femmes ont rencontrées pour accéder à des fonctions de responsabilité ou de représentation dans le milieu politique de l'entre-deux-guerres et de l'après 1945, ainsi que dans la Résistance et l'armée de 1940 à 1945, et aux stratégies que les plus résolues ont pu mettre en œuvre pour percer malgré tout. Elle est également à relier au rapport difficile qu'entretenaient les femmes avec la franc-maçonnerie, dont les grandes obédiences leur restaient fermées, et sur les solutions alternatives qu'ont dû trouver celles qui aspiraient tout de même à une initiation.

Éliane Brault reste pourtant une personnalité largement méconnue. Si l'on excepte une notice parue dans l'édition de 2006 du *Dictionnaire biographique Mouvement ouvrier Mouvement social*¹, les ouvrages d'histoire qui l'évoquent ne la mentionnent que ponctuellement, pour un seul aspect et un court moment de sa trajectoire. Ce déficit historiographique trouve sa source dans le long désintérêt des chercheurs pour l'histoire des femmes. À cette cause générale s'ajoutent des raisons plus particulières. Certaines tiennent à l'état des sources. Les archives de la famille et une partie de celles de la franc-maçonnerie concernant l'entre-deux-guerres ont disparu. Pour l'après-guerre, les premières ne sont que très partiellement consultables, du fait de

¹ Notice signée Éric Nadaud, in Claude Pannetier (dir.), *Dictionnaire biographique Mouvement ouvrier Mouvement social*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2006, en version courte dans l'édition « papier », en version longue dans le *cd-rom*.

Éric Nadaud, « Éliane Brault, un parcours au féminin, radical, antifasciste, progressiste, maçonnique et féministe (1895-1982) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. www.histoire-politique.fr.

leur caractère personnel, et celles des organisations maçonniques sont largement couvertes par le secret. En outre, les principaux témoins sont décédés. Il faut ajouter qu'Éliane Brault elle-même n'a guère favorisé sa visibilité après 1945, en changeant souvent d'affiliation, en militant, après 1947, dans de petites organisations, et en consacrant une bonne partie de son énergie à des activités maçonniques réservées aux initiés.

Nous nous proposons ici de reconstituer son parcours politique et idéologique, en le considérant sur toute sa durée, avec le souci de mettre à jour sa cohérence d'ensemble, mais aussi d'en faire ressortir les aspects successifs. Nos sources résident principalement dans la presse des années 1920 aux années 1960, l'œuvre écrite personnelle d'Éliane Brault, les dossiers professionnels et les rapports de police la concernant, les témoignages écrits et les fonds d'archives de certains de ses amis et les documents d'origine maçonnique ou privée qui ont pu nous être communiqués.

Aux sources de l'engagement

Éliane Anita-Élisabeth Brault naquit le 18 septembre 1895 dans une famille bourgeoise du IX^e arrondissement de Paris, d'un père qu'elle n'eut guère le temps de connaître, Élie-Simon Alexandre Brault (1868-1898), avocat à la cour d'appel de Paris mais surtout médecin qui comptait parmi ses ascendants Émile de Girardin, et d'une mère, Isabelle Moses (1867-1942), née à Lima, qui venait pour sa part de la bourgeoisie juive péruvienne, mais s'était convertie au catholicisme. Elle épousa durant la guerre un ami d'enfance encore étudiant, Jean Sabourdin, qui fut tué au front en 1918, après qu'elle en ait eu un fils, Roger, en 1917. Elle se remaria en 1923 avec l'avocat et futur bâtonnier Louis Gallié, dont elle eut un second fils, Alexandre, en 1925. En 1933, cependant, elle demanda et obtint le divorce. Dès lors, elle assura seule l'éducation de ses deux enfants, tout en continuant de s'occuper d'un autre fils du bâtonnier Gallié, ce qui éclaire son intérêt constant pour les questions de l'enfance.

Sur les sources de son engagement, les certitudes manquent. Son éducation bourgeoise et sa pratique assidue de la religion catholique ne la prédisposaient pas, à l'origine, à rejoindre la gauche. Néanmoins, elle avait des ancêtres qui s'étaient distingués par leur jacobinisme pendant la Révolution de 1789, dont elle cultivait soigneusement et ostensiblement le souvenir². Surtout, elle vécut la guerre de 1914 comme un véritable traumatisme qui la conduisit à réorienter son existence³. Elle y perdit plusieurs de ses parents, parmi les plus proches. La mort de son jeune mari, en particulier, la bouleversa. Ce fut alors qu'elle rompit totalement avec la religion. Elle se prit aussi de passion, à cette occasion, pour l'assistance sanitaire et sociale. Un hôpital ayant été installé dans son propre immeuble, elle se consacra aux blessés, qu'elle alla parfois chercher elle-même dans la zone des armées. Par la suite, il lui

² Voir Maria Rabaté, *Femmes dans l'action mondiale*, 20 mai-6 juin 1936, p. 3.

³ Témoignage en 2004 de Jean-Alain Sabourdin, son petit fils, qui fut proche d'elle.

Éric Nadaud, « Éliane Brault, un parcours au féminin, radical, antifasciste, progressiste, maçonnique et féministe (1895-1982) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. www.histoire-politique.fr.

parut, comme à tout un groupe de femmes de la même génération, que son devoir essentiel était d'empêcher le retour d'une pareille catastrophe et d'en préserver les enfants, les siens comme ceux des autres. Il semble bien qu'elle fut aussi très influencée dans les années vingt par son second époux, Louis Gallié, bien qu'elle ne l'ait jamais reconnu publiquement. Cet avocat franc-maçon, secrétaire général depuis 1920 de la Confédération des travailleurs intellectuels (CTI), travaillait sur les questions de coopération culturelle internationale en liaison avec la Société des nations (SDN), et était l'ami du mathématicien Émile Borel, lui-même président de la CTI⁴. Elle le suivit dans son obéissance maçonnique, épousa sa conception d'une paix fondée sur la SDN et partagea son amitié pour Émile Borel. Ce dernier, grand pacifiste et, à partir de 1924, député radical, mérite d'ailleurs une mention particulière. Elle en fit son mentor, ainsi que le parrain de son second fils, et ne cessa de collaborer avec lui⁵. De ces diverses expériences et influences, elle retira un républicanisme anticlérical, une foi dans l'action sociale et l'aide à l'enfance et un profond pacifisme.

Elle mit sa force de caractère au service de ces idées. Douce et modeste en apparence⁶, c'était en fait une femme assurée, volontaire, éprise d'action et dépourvue d'inhibitions, doublée d'une féministe qui refusait d'être reléguée dans les tâches subalternes. Pour s'imposer, elle pouvait compter sur une instruction générale solide, couronnée par le brevet supérieur, complétée ensuite au gré des circonstances, notamment par un diplôme d'infirmière puis, après 1945, par des études administratives et enrichie par la maîtrise de quatre langues. Elle était servie par une facilité d'expression et un « grand talent d'exposition », qu'appuyait « une voix d'une douceur rare, au timbre émouvant »⁷, si bien qu'elle fut toute sa vie une conférencière recherchée. Gracieuse, charmante, élégante et spirituelle, de l'avis général, elle disposait aussi d'un vrai pouvoir de séduction, dont il lui était d'autant plus facile de jouer qu'elle était très à l'aise dans les relations sociales.

Une dirigeante du parti radical

Elle adhéra au parti radical en 1925. Elle y fut appuyée par Émile Borel, mais aussi par Fabius de Champville et Robert-Louis – tous les deux vice-présidents du Parti en même temps que de la Fédération des comités radicaux de son arrondissement (le

⁴ Sur la CTI, voir Jean-Jacques Renoliet, *l'Unesco oubliée : la Société des nations et la coopération intellectuelle, 1919-1946*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999.

⁵ Sur ses liens avec Émile Borel, qui fut radical, puis républicain-socialiste, voir Archives de la Préfecture de police, dossier « Brault », n° 20656, note du 1^{er} avril 1948, et témoignage de J.-A. Sabourdin. Sur Borel lui-même, voir Pierre Guiraldenq, *Émile Borel 1871-1956 : l'espace et le temps d'une vie sur deux siècles*, Paris, Pierre Guiraldenq, 1999.

⁶ *L'Ère nouvelle* la décrit lors de son entrée au Bureau du parti radical comme « une militante modeste, dévouée, qui fait de la politique comme on accomplit un apostolat » (8 octobre 1933).

⁷ Archives privées Brault, lettre d'un homme politique (signature illisible) à Eliane Brault, 1963.

Éric Nadaud, « Éliane Brault, un parcours au féminin, radical, antifasciste, progressiste, maçonnique et féministe (1895-1982) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. www.histoire-politique.fr.

IX^e)⁸ –, par l'avocate Marcelle Kraemer-Bach – secrétaire du Parti en 1931 qui se flattait de l'avoir formée comme militante féministe⁹ –, par Paul Bastid et par Marc Rucart, entre autres. Elle put se faire connaître et apprécier par les militants dès 1931, à la faveur de son entrée dans la rédaction de journaux radicaux influents¹⁰. Elle tira également avantage de la politique active de promotion des femmes décidée par le Parti en 1924 qui libérait des possibilités pour une militante ambitieuse¹¹. En jouant de ses atouts et de ce cadre propice, elle parvint à devenir l'une des 37 femmes qui appartinrent au Comité central mixte, et l'une des 5 qui eurent l'honneur d'accéder au Bureau du Parti entre 1925 et 1939. Elle fut portée dès 1932 à la vice-présidence du Comité mixte et de la Commission de politique générale et, en 1933, à celle des Commissions de tactique et de propagande et d'études sociales, fonctions dans lesquelles elle fut reconduite par la suite à plusieurs reprises. Elle fut aussi élue secrétaire non parlementaire du Comité exécutif par le congrès réuni en octobre 1933 à Vichy, avec plus de voix que chacun des autres candidats¹², et réélue par le congrès de Biarritz d'octobre 1936, chaque fois pour deux ans.

Dans ces fonctions, elle s'occupa tout particulièrement de la propagande en milieu féminin, un sujet important dans la perspective d'un accès des Françaises au droit de vote. Alors que les sénateurs radicaux s'opposaient au vote féminin, elle milita au contraire vigoureusement en sa faveur, dans nombre de meetings, manifestations ou délégations, notamment au lendemain de la victoire du Front populaire aux élections de mai 1936, où elle fut l'une des principales inspiratrices et porte-parole de l'agitation féministe¹³. Elle ne se rangea pas pour autant parmi les suffragistes intransigeantes. Pour avancer, et par crainte de l'influence cléricale sur les femmes, elle adhéra à l'idée d'un accès par étapes au droit de vote, en commençant par l'échelon municipal¹⁴. Elle travailla activement aussi au regroupement des militantes radicales dans des sections féminines, en vue d'assurer l'« éducation républicaine » des futures électrices. Elle créa et présida en 1932 l'un des premiers comités de

⁸ *Le Radical*, 5 janvier 1930, p. 4.

⁹ *La Française*, 5 décembre 1936. Marcelle Kraemer-Bach relate aussi dans son autobiographie comment elle amena Éliane Brault à prendre la parole avec elle lors du *meeting* fameux qu'elle organisa à Poitiers contre le sénateur Raymond Duplantier, célèbre pour son antiféminisme (*La Longue route*, Paris, La Pensée Universelle, 1988, p. 172-173).

¹⁰ Elle publia son premier article dans *Le Radical*, où Robert-Louis l'avait introduite, le 1^{er} février 1931.

¹¹ Sur cette politique, voir Serge Berstein, *Histoire du Parti radical*, Presses de la FNSP, 1980, tome 1, *La Recherche de l'âge d'or, 1919-1926*, p. 235-237.

¹² Sur cette élection au Bureau, que le secrétaire général du Parti tenta d'empêcher, voir Cécile Brunschvicg, *La Française*, 14 octobre 1933.

¹³ Voir par exemple sa participation aux délégations féministes auprès de Léon Blum, le 29 mai (*L'Œuvre*, 30 mai 1936), au palais Bourbon, le 7 juin (*Femmes dans l'action mondiale*, juin 1936), et au Sénat, le 8 juin (*L'Œuvre*, 9 juin 1936).

¹⁴ *La France radicale*, octobre 1932, p. 7. Paul Smith ignore Éliane Brault quand il affirme que les femmes de la direction du Parti étaient opposées à cette idée (*Feminism and the Third Republic. Women's Political and Civil Rights in France 1918-1945*, Oxford, Clarendon Press, 1996, p. 142).

Éric Nadaud, « Éliane Brault, un parcours au féminin, radical, antifasciste, progressiste, maçonnique et féministe (1895-1982) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. www.histoire-politique.fr.

femmes radicales, dans son arrondissement, aida au lancement de comités de province et fonda, en 1935, la Fédération des femmes radicales, dont elle fut la présidente jusqu'à la guerre. Au lendemain de l'émeute du 6 février 1934, elle prit part à la constitution de l'Action démocratique et laïque des femmes qui entendait regrouper les « femmes républicaines [...] émues des tentatives des factieux »¹⁵. Pour servir la propagande auprès des femmes, elle appela en outre les radicaux à créer leurs propres œuvres sociales, en particulier pour l'accueil des enfants¹⁶. Elle se fit nommer secrétaire générale des colonies de vacances du Parti, et fonda elle-même l'œuvre de « la Solidarité sociale » à Fublaine, en Seine-et-Marne et la colonie de vacances de Champlavigne, en Seine-et-Oise, pour les enfants de militants¹⁷.

Contrairement à certaines idées reçues sur l'enfermement des « dames radicales »¹⁸ dans les activités féminines et sociales, elle se consacra aussi à la politique internationale. En 1924, le parti radical avait créé l'Entente internationale des partis radicaux et partis démocratiques similaires, avec des partis européens d'inspiration proche. Elle en fut la secrétaire générale adjointe, sous la direction d'Émile Borel, secrétaire général¹⁹. Elle participa à la plupart des congrès internationaux de l'Entente, comme membre de la section française, jusqu'à la fin des années trente. Elle y prit plusieurs fois la parole sur des questions politiques, pour exposer les conceptions du Parti²⁰. En 1935, elle devint responsable de la publication de la revue trimestrielle que le groupement lança sous son propre nom, *L'Entente*. Elle représenta aussi l'Entente à la conférence internationale pour le droit d'asile et l'aide aux réfugiés politiques qui réunie en juin 1936 à Paris un certain nombre d'organisations de gauche, puis fut portée au secrétariat du Bureau international alors constitué²¹. Sa qualification sur ces sujets lui valut d'être intégrée par le Parti

¹⁵ *Le Peuple*, 24 février 1934.

¹⁶ *La France radicale*, novembre 1932, p. 11.

¹⁷ Parti républicain radical et radical-socialiste, *30^{ème} congrès du Parti républicain radical et radical-socialiste tenu à Vichy, les 5, 6, 7 et 8 octobre 1933, Compte rendu*, p. 457 sq. Sur « la Solidarité sociale », voir aussi Éliane Brault, *L'Ère nouvelle*, 2 octobre 1933, et *Le Républicain jacobin*, 7 janvier 1934.

¹⁸ Comme dit Camille Marbo, épouse d'Émile Borel, à propos d'Éliane Brault et de Cécile Brunshvicg, dans *À travers deux siècles. Souvenirs et rencontres (1883-1967)*, Paris, Grasset, 1968, p. 231.

¹⁹ Pour replacer l'action d'Émile Borel, de l'Entente..., et du parti radical pour la paix dans un cadre plus large, voir Jean-Michel Guieu, *le Rameau et le Glaive : les militants français pour la Société des nations*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

²⁰ Par exemple, sur la question du protectionnisme au congrès réuni par l'Entente à Londres les 30 et 31 juillet 1935 (*L'Entente. Revue trimestrielle des partis radicaux et des partis démocratiques similaires*, octobre-décembre 1935, p. 54-56).

²¹ Voir Harry Olten, *Weltappel für Asylrecht. Zur Pariser internationalen Asylrechtskonferenz vom 20. und 21. Juni 1936*, Paris, 1936, et *Le Populaire*, 21 mai 1936.

Éric Nadaud, « Éliane Brault, un parcours au féminin, radical, antifasciste, progressiste, maçonnique et féministe (1895-1982) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. www.histoire-politique.fr.

dans la Commission de politique extérieure de son 31^{ème} congrès, à Nantes, en octobre 1934²².

Ses activités professionnelles, relativement tardives, s'inscrivirent dans le prolongement de son militantisme. Elle se fit d'abord connaître comme journaliste. Elle collabora, à partir de 1927 mais surtout durant les années 1930, à nombre d'organes de presse, principalement d'inspiration radicale, mais pas exclusivement : *Le Radical*, *L'Ère nouvelle*, *La France radicale*, *L'Œuvre*, *Le Républicain jacobin*, *La Paix*, *Notre Temps*, *Le Petit Journal*, *Vu*, *Lisez-moi*, *Aujourd'hui*, avec la responsabilité d'une rubrique régulière dans plusieurs d'entre eux, en général sur des sujets sociaux. À ce titre, elle appartient au Syndicat des journalistes.

Ses amitiés lui permirent d'approcher des cercles du pouvoir. Elle fut d'abord chargée de mission dans plusieurs cabinets ministériels : ceux du président du Conseil socialiste indépendant Paul-Boncour en janvier 1933²³ ; d'Émile Lisbonne, ministre de la Santé publique radical dans le premier gouvernement Sarraut (26 octobre–23 novembre 1933) ; et de Paul Bastid, ministre du Commerce radical dans le gouvernement constitué par Léon Blum en juin 1936. À partir de 1936, elle amorça une carrière administrative principalement tournée vers les questions de l'enfance. Elle fut nommée sous-directrice de l'École de rééducation de Clermont (Oise) en octobre 1936, puis détachée, en février 1937, à l'administration centrale du ministère de la Justice en tant qu'inspectrice des établissements de l'Éducation surveillée, par Marc Rucart, ministre de la Justice radical. Ce dernier étant devenu ministre de la Santé publique, elle fut rattachée à l'administration centrale de son nouveau ministère en septembre 1937 et, en novembre, nommée secrétaire général du Conseil supérieur de l'Enfance qui venait d'être créé, ainsi que membre du Conseil supérieur de l'Assistance publique, ce qui l'amena à représenter la France jusqu'en 1940 à la Commission des questions sociales et à la Commission de l'Enfance de la SDN. À ces divers titres, elle fut partie prenante de l'importante œuvre de réforme que conduisit Marc Rucart de 1936 à 1940 tant à la Justice qu'à la Santé publique dans le domaine de l'enfance, de l'hygiène et de l'assistance publique. Placée sous l'autorité directe du ministre, elle eut la mission de coordonner et d'intensifier l'action des multiples organismes, nationaux et internationaux, ministériels et privés, qui s'occupaient de l'enfance en difficulté. Elle s'attacha à protéger l'enfance normale par un effort de prévention davantage que d'assistance, et à améliorer le sort de l'enfance délinquante, en considérant celle-ci comme victime, et non plus comme coupable²⁴. À

²² *L'Ère nouvelle* (20 octobre 1933) la présenta aussi comme secrétaire générale de la Ligue des mères et éducatrices pour la paix, ligue liée à l'association la Paix par le droit. Mais nous n'avons pas trouvé confirmation de l'information.

²³ Elle fut la deuxième femme attachée au cabinet d'un président du Conseil, après Marcelle Kraemer-Bach en juin 1932. Elle accepta l'offre de Paul-Boncour avec les encouragements des dirigeants radicaux, qui virent dans sa désignation la possibilité de garder un contact à la présidence du Conseil (*interview* par *Le Petit Dauphinois*, 17 janvier 1933).

²⁴ Éliane Brault, « L'organisation de la protection de l'Enfance au nom de la Commission des questions sociales », *Revue d'hygiène et de médecine sociale*, mai 1938. Voir aussi Édith Thomas, « Le Conseil

Éric Nadaud, « Éliane Brault, un parcours au féminin, radical, antifasciste, progressiste, maçonnique et féministe (1895-1982) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. www.histoire-politique.fr.

la demande de l'Assemblée de Genève, elle étudia aussi les modalités pratiques de la protection de l'enfance en cas de guerre. En 1939, lorsque la France entra en guerre, elle fut mobilisée comme secrétaire générale du Service d'aide immédiate aux familles de mobilisés. En mai et juin 1940, elle se distingua en organisant, dans des conditions particulièrement difficiles, l'évacuation de milliers d'enfants des colonies de vacances de la région de Berck et du Luxembourg²⁵.

Cependant, elle ne fut pas seulement une représentante officielle du parti radical. À partir de 1934, elle devint aussi une figure du radicalisme de gauche, et s'impliqua fortement dans un activisme antifasciste et unitaire qui pouvait diverger de la ligne suivie par la direction du Parti et qui, à ce titre, mérite d'être évoqué séparément, au prix d'un petit retour en arrière.

Une militante antifasciste à l'aile gauche du radicalisme

Son engagement antifasciste procéda directement de la manifestation violente des ligues nationalistes, le 6 février 1934 à Paris, qui la choqua profondément, en lui révélant la réalité du péril fasciste en France et en conduisant les dirigeants radicaux, après la démission du gouvernement Daladier, dans une voie qu'elle n'accepta pas, celle d'une alliance avec la droite au sein d'une nouvelle majorité gouvernementale d'union nationale.

Elle se rangea dès lors à l'aile gauche du Parti. Le 10 février 1934, elle prit part à la réunion des militants qui, sous la présidence de Gabriel Cudenet, blâmèrent la capitulation de Daladier et dénoncèrent le ralliement à une majorité issue de l'émeute. Elle entra dans le bureau du « Comité de vigilance » qui fut alors constitué²⁶. Elle réaffirma cette orientation en avril 1934, lors de la crise provoquée par le député radical de la circonscription de Mantes, Gaston Bergery, qui avait démissionné de son mandat pour protester contre la formation de l'Union nationale. Elle signa avec quinze autres dirigeants radicaux une affiche de soutien à Bergery, après que le secrétaire général du Parti ait attaqué ce dernier²⁷. Cependant, elle ne suivit pas Gabriel Cudenet lorsqu'il fit scission.

Convaincue que la défense républicaine passait par une mobilisation de toutes les forces vives de la nation contre le fascisme, associant les classes moyennes à la classe ouvrière, elle embrassa avec enthousiasme la cause du Rassemblement populaire. Elle incarna si bien cette stratégie parmi les radicaux que le *Républicain jacobin*

supérieur de l'enfance », *La Défense*, 3 décembre 1937, et Madeleine Sevrans, « Protéger l'enfance avec Mme Éliane Brault », *Femmes dans l'action mondiale*, mai-juin 1938.

²⁵ Décret en date du 31 mai 1947 portant promotion dans la Légion d'honneur, *Journal Officiel*, 5 juin 1947.

²⁶ *Le Républicain jacobin*, 4 mars 1934, p. 2.

²⁷ *Mantes républicain*, 25 avril 1934, p. 2.

Éric Nadaud, « Éliane Brault, un parcours au féminin, radical, antifasciste, progressiste, maçonnique et féministe (1895-1982) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. www.histoire-politique.fr.

opposa le 13 octobre 1935 son activité au sein du Rassemblement à celle d'Édouard Herriot, ministre dans le gouvernement Laval, pour rendre visibles les contradictions du parti radical. Elle figura dans le cortège ou à la tribune de la plupart des grandes manifestations et des meetings du Rassemblement à Paris. Son ardeur lui valut d'être déléguée par le Bureau national, lors des élections législatives de 1936, pour prêcher l'union à gauche auprès de dirigeants radicaux de province réfractaires²⁸. Lors de la campagne, elle constitua ce qu'elle appela elle-même une « sympathique équipe d'entr'aide » avec les autres femmes propagandistes des grands partis de gauche, qui se produisit généreusement dans les meetings des différents partis du Rassemblement²⁹. À partir de 1938, elle fut cependant prise à contre-pied par la dissociation du Front populaire, dont les radicaux étaient largement responsables. Avec l'aile gauche du Parti, elle tenta vainement de s'y opposer. Le 10 avril 1938, elle figura en tête du cortège organisé à Paris par le Front populaire pour protester contre l'attitude du Sénat qui venait de faire tomber le second gouvernement formé par Léon Blum³⁰.

Cette volonté d'unité contre le fascisme la poussa à s'associer à plusieurs organisations filiales du parti communiste. Elle rejoignit les Amis de l'Union soviétique qui la placèrent dans le comité d'honneur de leurs « Journées d'amitié pour l'Union soviétique » en 1935 et 1937³¹. Elle appartient à partir de juillet 1936 au Comité national du Comité mondial de lutte contre la guerre et le fascisme, dit « Amsterdam-Pleyel », puis « Paix et Liberté »³², ainsi qu'au Comité national du Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme, dont elle concourut à animer la plupart des manifestations³³. Elle soutint aussi l'action du Secours populaire français (SPF), dont elle patronna les Journées nationales³⁴. Elle pouvait d'autant mieux s'accorder avec les communistes qu'elle portait un regard favorable sur le régime soviétique. Elle fit un voyage en URSS en mai 1935, pour le compte du *Petit Journal*, dont elle revint avec un article très élogieux sur la place que le régime réservait à la femme et à l'enfant³⁵.

Ce fut sur les questions internationales qu'elle exprima cet antifascisme avec le plus de constance, et qu'elle trouva le meilleur terrain d'entente avec les communistes. Elle réclama la mise en œuvre d'une politique de fermeté contre l'Allemagne

²⁸ Serge Berstein, *op. cit.*, tome 2, p. 423.

²⁹ Interview par Hélène Gosset dans *L'Œuvre*, 11 juin 1936.

³⁰ *Petit Parisien*, 11 avril 1938.

³¹ Voir *Russie d'aujourd'hui*, juin, juillet, août, décembre 1935 ; 15 septembre, 1^{er} octobre 1937.

³² Voir *Paix et Liberté*, 19 juillet 1936 ; août-septembre, et décembre 1938.

³³ Voir *Femmes dans l'action mondiale*, octobre-novembre, novembre-décembre 1935 ; janvier-février, février-mars, juin 1936 ; avril, juin-juillet, juillet-août 1937 ; juin-juillet 1939.

³⁴ Voir *La Défense*, 8 avril 1938 ; 17 mars, 19 mai, 16 juin, 28 juillet 1939.

³⁵ *Le Petit Journal*, 12 juin 1935. Voir aussi son article pour *Russie d'aujourd'hui*, juillet 1935, où elle exalte le bonheur des Soviétiques le jour de l'ouverture du métro de Moscou.

Éric Nadaud, « Éliane Brault, un parcours au féminin, radical, antifasciste, progressiste, maçonnique et féministe (1895-1982) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. www.histoire-politique.fr.

hitlérienne, l'Italie mussolinienne et le Japon, et la constitution, sous l'égide de la SDN, d'une coalition des États antifascistes regroupant les démocraties et l'URSS, pour la défense de toutes les petites nations et des traités librement signés. Ces conceptions la conduisirent à se mettre au service du Rassemblement universel pour la paix (RUP), à l'instar d'Émile Borel, à partir de 1936³⁶, et à prendre position contre toutes les poussées du fascisme international. C'est ainsi qu'elle s'engagea vigoureusement contre l'Italie lorsque celle-ci voulut mettre la main sur l'Éthiopie, à l'automne 1935. Elle représenta le parti radical dans le Comité de défense du peuple éthiopien mis en place en septembre par le Front populaire, fit partie de la délégation que celui-ci envoya auprès de la SDN pour s'élever contre les préparatifs de guerre italiens, et anima de multiples meetings pour réclamer l'application de sanctions fermes contre Mussolini³⁷. Elle se mobilisa tout autant pour les républicains espagnols. Présente dès le 30 juillet 1936 à la tribune du grand meeting de solidarité avec le peuple espagnol organisé par « Paix et Liberté », elle prit part ensuite à bien d'autres manifestations de soutien aux républicains. Après l'effondrement de la Catalogne républicaine, elle compta parmi les signataires de l'appel en vue de la réunion les 28 et 29 janvier 1939 d'une grande Conférence française pour l'aide à l'Espagne républicaine³⁸. Elle usa de ses fonctions au Conseil supérieur de l'enfance pour faire rouvrir la frontière avec l'Espagne, en 1939, afin de permettre le passage en France d'enfants espagnols de parents disparus³⁹. Elle se préoccupa aussi du sort de l'Europe centrale. Elle fit partie, de novembre 1936 à août 1939, des comités de patronage et de direction de la revue *Voix européennes*, qui voulait faire entendre « la voix des amis de l'indépendance et de la liberté des pays de l'Europe du Centre et du Sud-Est », et défendre les positions françaises dans cette région face à la poussée allemande et italienne.

Son antifascisme prit aussi la forme d'un soutien aux victimes du fascisme partout dans le monde, par des interventions en meeting ou la signature d'appels, souvent d'origine communiste, pour sauver des militants emprisonnés. Elle prit la défense des mineurs révolutionnaires asturiens condamnés par le Conseil de guerre d'Oviedo, en 1935⁴⁰, de la communiste roumaine Anna Pauker⁴¹, du chef du Front populaire brésilien Carlos Prestes, du communiste allemand Edgar Andrée, et de l'infirmier

³⁶ Sur sa contribution au RUP, voir Paul Anxionnaz, *Mes trois Républiques. Un itinéraire aléatoire*, Paris, La Pensée universelle, 1988, p. 213.

³⁷ *Meetings* de Wagram, Magic-City, la Mutualité, et la Grange-aux-Belles du 3 septembre, puis du Comité des femmes contre la guerre à la Mutualité le 9 septembre, et du Front populaire à la Mutualité les 10 et 12 octobre 1935 (voir *L'Humanité*, 4 septembre ; 10, 11 et 13 octobre 1935).

³⁸ *La Défense*, 20 janvier 1939.

³⁹ Témoignage de son amie Madeleine Jacob, in *Quarante ans de Journalisme*, Paris, Julliard, 1970, p. 89.

⁴⁰ *Le Populaire*, 25, 27 et 29 juin 1935.

⁴¹ *Femmes dans l'action mondiale*, février-mars 1936, p. 11.

Éric Nadaud, « Éliane Brault, un parcours au féminin, radical, antifasciste, progressiste, maçonnique et féministe (1895-1982) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. www.histoire-politique.fr.

français prisonnier en Ethiopie Albert Gingold, en 1936⁴², et de l'allemande Liselotte Hermann, en 1938⁴³. Elle se préoccupa aussi de la question particulière de l'accueil et de l'aide aux réfugiés politiques victimes des dictatures. En avril 1938, après l'*Anschluss*, elle signa l'appel du Bureau international pour le respect du droit d'asile pour demander que le statut international prévu par la SDN pour les réfugiés allemands bénéficie aussi aux réfugiés autrichiens⁴⁴. En juillet 1939, elle patronna la Conférence nationale pour le statut de l'immigration organisée avec le concours de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICA), du SPF et de personnalités représentatives du Front populaire, pour trouver une solution humaine au problème des réfugiés antifascistes, désormais surtout espagnols⁴⁵.

Cet activisme antifasciste l'éloigna progressivement du parti radical. Il explique aussi qu'elle soit entrée sans délai dans la Résistance, une fois la France occupée.

Un capitaine de la France libre

Sur les années 1940-1945, les informations sont plus accessibles. Éliane Brault a conservé elle-même la mémoire de son action, dans trois ouvrages : *À l'ombre de la croix gammée. Témoignages vécus* (Le Caire, R. Schindler éditeur, mai 1943) ; *U.R.S.S., terre inconnue, une Française revient de Russie* (Casablanca, Édition G.G., 1946) ; et *L'Épopée des A.F.A.T.* (Paris, P. Horay, 1954). Elle n'en a pas moins été longtemps une oubliée de l'historiographie, là aussi. Le désintérêt durable des historiens pour le rôle des femmes dans la Résistance, jadis relevé par Rita Thalmann, en fut longtemps responsable⁴⁶. Certes, les esprits ont changé. Des ouvrages sont désormais consacrés en tout ou partie aux femmes résistantes. Mais il faut encore constater, avec Élodie Jauneau, que les femmes des Forces françaises libres en sont quasiment absentes⁴⁷. Quelques éclairages commencent toutefois à être portés sur l'action d'Éliane Brault durant la guerre par des études portant sur l'histoire de son milieu professionnel⁴⁸.

⁴² *Le Populaire*, 15 juin 1936.

⁴³ Voir l'appel pour la grâce de Liselotte, *La Défense*, 4 février 1938, et le tract invitant au *meeting* du 27 juin 1938 pour protester contre l'exécution, Fonds Gabrielle Duchêne (BDIC), F delta Res 316/3.

⁴⁴ *Service d'information*, édité par le Bureau international, n° 23, avril 1938, p. 1-2.

⁴⁵ Sur cette conférence, voir *La Défense*, 28 juillet 1939.

⁴⁶ Rita Thalmann, « L'oubli des femmes dans l'historiographie de la Résistance », *Clio, Histoire, Femmes et Sociétés*, n°1, 1995, p. 21-35.

⁴⁷ Élodie Jauneau, « Des femmes dans la France combattante pendant la Deuxième Guerre mondiale : Le Corps des volontaires françaises et le Groupe Rochambeau », *Genre & Histoire*, n° 3, automne 2008.

⁴⁸ Notamment Linda L. Clarke, *The Rise of Professional Women in France*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000 ; et Cyril Le Tallec, *les Assistantes sociales dans la tourmente 1939-1946*, Paris, L'Harmattan, 2003.

Éric Nadaud, « Éliane Brault, un parcours au féminin, radical, antifasciste, progressiste, maçonnique et féministe (1895-1982) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. www.histoire-politique.fr.

Éliane Brault ne pouvait avoir que maille à partir avec le régime de Vichy, au vu de ses antécédents politiques, de ses activités maçonniques et des dénonciations antisémites dont elle avait été l'objet dans la presse d'extrême droite avant-guerre⁴⁹. Elle fut relevée de ses fonctions dans l'administration le 1^{er} octobre 1940, en application de la loi du 17 juillet 1940. Elle-même était alors déjà entrée dans la Résistance. Elle eut des contacts avec des amis de Londres dès l'été 1940, et se lia au réseau « Huet-Vildé ». Après avoir aidé son fils aîné à s'évader d'un camp de prisonniers de guerre, elle prit part à l'organisation d'un réseau d'évasion de prisonniers de guerre, sous couvert de ses activités sociales. Ses motivations tenaient, en premier lieu, à sa volonté de sauvegarder ses fils et, plus fondamentalement, à son antifascisme et à une tradition familiale de service de la France⁵⁰. Elle fut arrêtée par les Allemands le 19 janvier 1941 en raison de ces activités, puis incarcérée à partir du 1^{er} février à la prison de l'Évêché, à Marseille.

Le 30 mars 1941, elle réussit à s'évader et gagna Londres en juillet, avec son fils cadet, au terme d'un périple de quatre mois qui la fit passer par l'Afrique du Nord et Gibraltar. Elle entra aussitôt dans les Forces françaises combattantes. Elle eut une entrevue avec le général de Gaulle, dont elle avait suivi en France les appels à la radio. Bien qu'elle n'eût pas « le fétichisme d'un homme », elle fut impressionnée. Elle le vit comme un chef d'une « haute valeur », comme l'« âme de la France » et crut en lui « comme en la victoire »⁵¹.

Ses souvenirs montrent combien il était important pour elle de jouer un rôle utile, mais qui fût aussi à la mesure de ses compétences et qui lui conférât une autorité. Ayant constaté que les problèmes sociaux ne faisaient l'objet d'aucune prise en charge au sein des Forces françaises libres, elle soumit à la France libre un projet visant l'organisation d'un service d'infirmières et d'assistantes sociales. Elle fut convaincante. Le 8 août 1941, un service d'assistance sociale fut créé, dont l'activité devait s'exercer en Grande Bretagne, dans les territoires alliés et dans les zones d'opérations militaires où l'assistance aux populations serait possible. Elle en reçut la direction, avec le titre de « Chef du Service social et des Assistantes sociales », et le grade de capitaine⁵². Elle organisa en cette qualité le regroupement et l'instruction en Angleterre d'une cinquantaine d'infirmières et assistantes sociales.

Un trait notable de son engagement fut qu'elle voulut constamment accompagner les combattants, au lieu de rester dans des emplois de bureau. En mars 1942, sur ordre de René Plevin, elle conduisit un détachement de ses recrues dans les territoires

⁴⁹ Voir *Je suis partout*, 15 avril 1938.

⁵⁰ Sur ce dernier point, voir sa réponse à la demande de précisions sur la nationalité de son père que lui présente la direction du personnel de son ministère dans le cadre de la loi du 17 juillet 1940 (Archives nationales, dossier professionnel Éliane Brault n° 19770746, art. 6 (SAN 50462), lettre d'Éliane Brault, Paris, 23 août 1940).

⁵¹ *À l'ombre de la croix gammée*, p. 104-111.

⁵² Ordonnance n° 16 et Décret n° 36 du *Journal Officiel* de la France Libre, 26 août 1941.

Éric Nadaud, « Éliane Brault, un parcours au féminin, radical, antifasciste, progressiste, maçonnique et féministe (1895-1982) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. www.histoire-politique.fr.

libérés, d'abord à Brazzaville, où elle en confia une partie aux Forces françaises libres (FFL) d'Afrique équatoriale française et, ensuite, à Beyrouth, où elle remit en juin 1942 l'autre partie de ses recrues aux services du général Catroux, auprès de la 1^{ère} division française libre (DFL)⁵³. Une fois sa mission remplie, elle resta quelque temps en Égypte, où elle chercha à créer une unité d'assistance sociale pour le Proche Orient. Faute d'y parvenir, elle partit en novembre 1942 comme infirmière pour l'URSS, où elle rallia la première équipe des aviateurs de l'escadrille « Normandie », germe de la future escadrille « Normandie-Niemen ». La relation qu'elle en livra, dans *U.R.S.S., terre inconnue...*, montre que l'épisode renforça sensiblement son philosoviétisme. Elle revint au Caire en octobre 1943, puis rejoignit Alger en avril 1944, où elle fut réintégrée comme chef de bureau au ministère de la Santé publique.

Après avoir mené une mission exploratoire en Italie, où progressait le corps expéditionnaire français, elle reçut l'autorisation de créer une nouvelle unité, dite « Liaison-Secours », composée de volontaires de professions médicales et paramédicales, qui fut placée sous sa direction et intégrée au sein des auxiliaires féminines de l'armée de terre (AFAT), avec la mission d'apporter assistance et premiers soins aux populations civiles « libérées » et d'en assurer l'évacuation au cours de la reconquête du territoire. En tant que chef de ce service, et « officier de liaison administrative », toujours avec le rang de capitaine, elle recruta et instruisit elle-même plus de deux cents infirmières et assistantes sociales. À la tête d'une centaine de volontaires, elle accompagna la 1^{ère} armée française du général de Lattre de Tassigny, de son débarquement en Provence, en août 1944, jusqu'en Autriche, en mai 1945. Elle se distingua lors du bombardement par les Allemands de la ville alsacienne de Thann, du 25 au 28 décembre 1944, en organisant elle-même, dans des conditions périlleuses, le ravitaillement et l'évacuation d'une partie de la population civile⁵⁴. En Allemagne, elle assura les premiers contacts avec les prisonniers et déportés rencontrés par l'armée, et leur répartition entre les organismes compétents⁵⁵. Une fois l'armistice conclu, elle resta de juin à novembre 1945 aux Armées, en Forêt noire où, après s'être fait donner une mission en ce sens, elle mit en place un réseau de colonies de vacances qui permit à des dizaines de milliers de petits Français de trouver un séjour à partir de juillet 1945. Son engagement durant cette période lui valut de recevoir la Médaille des évadés, trois citations, ainsi que la Croix de guerre, et d'être promue en 1947 dans l'Ordre de la Légion d'honneur, au titre militaire, du grade de chevalier, acquis en novembre 1936, à celui d'officier.

Elle donna un prolongement après guerre à cette action en adhérant à plusieurs organisations d'anciens combattants, l'Association Rhin et Danube (amicale des anciens de la 1^{ère} armée française), l'Amicale des spahis « Le Burnous », et l'Association républicaine des anciens combattants (ARAC), dont elle fut jusqu'à la

⁵³ Ordre de mission daté du 11 mars 1942, signé « Pleven », archives privées Éliane Brault.

⁵⁴ Décret précité en date du 31 mai 1947, *Journal Officiel*, 5 juin 1947.

⁵⁵ Développement sur « Liaison-Secours » tiré de Éliane Brault, *l'Épopée des AFAT*, Paris, Éditions Pierre Horay, 1954.

Éric Nadaud, « Éliane Brault, un parcours au féminin, radical, antifasciste, progressiste, maçonnique et féministe (1895-1982) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. www.histoire-politique.fr.

fin un membre particulièrement actif⁵⁶. Elle appartient plus tard à la Commission centrale instituée par une loi de 1951 pour apprécier les services accomplis par les fonctionnaires dans la Résistance. Elle s'attacha elle-même à populariser le rôle des femmes dans la France libre en publiant *L'épopée des A.F.A.T.*

Durant cette période, elle n'oublia pas la cause féministe. *L'épopée des A.F.A.T.* montre bien qu'à la différence de beaucoup de Résistantes qui estimaient que le combat patriotique supposait une mise entre parenthèses des objectifs propres aux femmes, elle se préoccupa toujours, à son niveau, de tirer parti de la guerre pour élargir et valoriser la place de celles-ci au sein de la France libre et de l'armée, et de faire en sorte qu'elles fussent présentes en tant que telles dans la victoire.

Un leader progressiste

Démobilisée en novembre 1945, elle reprit sa profession au ministère de la Santé publique et de la Population. Il lui fut difficile d'obtenir une réintégration tenant compte de ses promotions de Londres et d'Alger, officiellement, faute de poste vacant, mais aussi parce qu'elle dépendait souvent de ministres issus du Mouvement républicain populaire (MRP). En 1947 néanmoins, elle fut promue au grade d'administrateur civil, après avoir obtenu le certificat des hautes études administratives à l'École nationale d'administration, mais non sans avoir aussi bénéficié d'un fort soutien de la part de ses nouveaux amis de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO)⁵⁷. Ses attributions correspondirent à ses centres d'intérêt. D'abord affectée à la direction de l'hygiène publique, elle dirigea en 1946 et 1947 le service de l'Enfance, puis, de 1947 à 1954, le bureau central des infirmières. En 1954, elle fut affectée à la direction générale de la population et de l'entraide et, en 1958, au centre d'éducation sanitaire démographique et sociale. Elle fit valoir ses droits à la retraite le 1^{er} janvier 1961, mais n'en exerça pas moins les fonctions d'experte en graphologie auprès de tribunaux ou d'entreprises, une fois obtenu le diplôme requis, durant une dizaine d'années encore⁵⁸.

Sur le terrain politique, elle quitta le parti radical⁵⁹, pour adhérer au début de l'année 1945 à la SFIO, qui lui paraissait désormais mieux à même de servir son idéal de

⁵⁶ Archives privées Éliane Brault, cartes d'adhésion.

⁵⁷ Voir la « note pour Monsieur le Ministre » du 10 janvier 1946 (dossier bio. « Brault » à l'OURS), lettre anonyme d'un cadre socialiste à un ministre SFIO en faveur d'une promotion d'Éliane Brault, dont l'influence est jugée « extrêmement utile ».

⁵⁸ Sources des informations sur sa carrière : Archives nationales, dossier professionnel précité n° 19770746, Direction de l'administration générale du personnel et du budget ; Archives privées Éliane Brault, dossier professionnel ; *Bottin administratif et documentaire. Annuaire général de l'administration française*, années 1946 à 1959.

⁵⁹ D'après Marcel Ruby, Éliane Brault figurait dans le Bureau national provisoire du parti radical constitué par le « petit congrès » réuni par les radicaux à Paris les 20 et 21 décembre 1944 (« Les

Éric Nadaud, « Éliane Brault, un parcours au féminin, radical, antifasciste, progressiste, maçonnique et féministe (1895-1982) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. www.histoire-politique.fr.

laïcité et d'action sociale. Elle y appartient au bureau de la région parisienne des Amis de l'enfance ouvrière⁶⁰, contribua à fonder et présida en 1947 la section du IX^e arrondissement de l'« Aide aux Foyers », une œuvre sociale liée à la SFIO⁶¹, s'associa localement à la réorganisation des Femmes socialistes, et prit part aux élections législatives du 10 novembre 1946, comme candidate sur la liste présentée par la SFIO dans le 2^{ème} secteur de la Seine, mais sans succès. Toutefois, dans les discussions qui divisaient le Parti, elle se rangea résolument parmi les socialistes de gauche unitaires de la tendance Bataille socialiste, qui militaient pour l'unité ouvrière et dénonçaient les compromissions qu'entraînait l'exercice du pouvoir.

Quand les *leaders* unitaires les plus déterminés furent exclus, en janvier 1948, elle les suivit, bien qu'elle ne fût pas visée par les sanctions qui les frappaient. Elle s'en expliqua dans une lettre à Guy Mollet, où elle déplora la rapidité du glissement de la SFIO vers la réaction, « l'abandon de la classe ouvrière » et « les compromissions avec le cléricisme »⁶². Elle prit part avec les dissidents au lancement du Parti socialiste unitaire (PSU). Éluë secrétaire générale adjointe, elle constitua avec le secrétaire général Élie Bloncourt et Gilles Martinet le groupe dirigeant central du nouveau parti⁶³. Avec eux, elle mit en œuvre une politique active d'unité avec le parti communiste. Elle défendit des positions en matière de politique intérieure comme de politique internationale très proches de celles du parti communiste, et collabora personnellement avec des organisations sous contrôle communiste : l'association France-URSS⁶⁴, les Partisans de la paix – dont elle signa l'appel du 25 février 1949 « Pour un congrès mondial » –, le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, et la Fédération démocratique internationale des femmes, au Conseil de laquelle elle appartient en 1949 et 1950. Cependant, elle voulut aussi affirmer la singularité du socialisme unitaire. Avec Bloncourt et Martinet, elle détermina le PSU à se donner son propre programme et à présenter ses candidats aux élections. Elle-même figura en deuxième position sur la liste dite d'Union des forces républicaines socialistes et progressistes que conduisit Bloncourt dans l'Aisne, sans succès, lors des élections législatives du 17 juin 1951. Dans le même esprit, elle contribua en 1950 à faire entrer le PSU dans le Comité d'entente des mouvements progressistes, où elle le

radicaux et la résistance », in *Les Radicaux dans la guerre : 1936-1946*, colloque organisé par la Société d'histoire du radicalisme, Lyon, 5 décembre 1992, p. 61). Cependant, l'information ne se retrouve pas dans la liste publiée par le parti radical lui-même (in *Parti républicain radical et radical-socialiste, Le Parti radical-socialiste dans la guerre et la résistance, l'épuration*, par Pierre Mazé, Paris, Éditions du Parti républicain radical, 1945, p. 17).

⁶⁰ *Le Populaire*, 31 janvier 1947.

⁶¹ Archives de la Préfecture de police, dossier « Brault » n° 20656, note du 1^{er} avril 1948 sur l'association « Aide aux foyers ».

⁶² Archives privées Éliane Brault, lettre à Guy Mollet, 20 janvier 1948.

⁶³ Sur Élie Bloncourt, voir nos deux notices pour le *Dictionnaire biographique Mouvement ouvrier Mouvement social*, *op. cit.*, et « Élie Bloncourt, une figure du socialisme unitaire », article à paraître dans la revue *Parlement(s)*.

⁶⁴ *France-URSS*, mai 1949, p. 18.

Éric Nadaud, « Éliane Brault, un parcours au féminin, radical, antifasciste, progressiste, maçonnique et féministe (1895-1982) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. www.histoire-politique.fr.

représenta, puis dans l'Union progressiste. Toutefois, elle et ses amis laissèrent s'opérer l'exclusion des « titistes » du Parti en 1950, ce qui ruina l'équilibre sur lequel reposait leur *leadership*⁶⁵. En 1951, ils furent éliminés à leur tour de la direction par l'aile « stalinienne ».

La page du PSU tournée, ce fut dorénavant à l'Union progressiste (UP) qu'Éliane Brault consacra l'essentiel de son activité politique⁶⁶. De 1950 à 1955, elle fut régulièrement élue membre de la commission exécutive de l'UP, ainsi que de son secrétariat, où elle représenta la composante socialiste unitaire. Elle participa activement au déroulement des quatre grandes conférences nationales de l'organisation, en 1950, 1952, 1954 et 1955, où elle présenta les rapports de la commission économique et sociale. Elle collabora à la rédaction de l'organe officiel, *L'Union progressiste*, où elle intervint particulièrement sur les problèmes sociaux et pour la défense de l'école laïque. Sur le plan local, elle fut responsable du 2^{ème} secteur (nord-ouest) de l'organisation parisienne de l'Union. Elle continua alors à soutenir la politique soviétique, mais pas d'une manière inconditionnelle. Elle se tint à l'écart de pétitions que d'autres compagnons de route du Parti communiste français (PCF) signaient, et resta fidèle à la cause de l'État d'Israël, que le monde communiste avait pourtant abandonnée⁶⁷. À partir de 1955, elle fut troublée comme d'autres socialistes unitaires par un certain nombre de données nouvelles : l'expérience mendésiste, la constitution du Front républicain, et la crise du communisme international. On ne trouve plus trace d'elle à l'UP après la 5^{ème} conférence nationale, en juin 1956.

Elle rejoignit alors Pierre Mendès-France. Pour le soutenir dans sa tentative de rénovation du parti radical, elle reprit sa carte, et se fit déléguer au congrès national extraordinaire réuni par les radicaux en mars 1957. Après son échec, elle le suivit dans ses différents avatars. Avec lui, elle quitta le parti radical, prit part au lancement du Centre d'action démocratique, en 1959 et, pour finir, rentra au Parti socialiste autonome, en octobre 1959, renouant ainsi avec la dissidence socialiste⁶⁸.

Elle se retira de l'action politique en même temps qu'elle prit sa retraite de fonctionnaire, pour se vouer désormais à ses activités maçonniques.

Une figure de la franc-maçonnerie

Elle doubla en effet très tôt son militantisme d'un engagement dans la franc-maçonnerie qui prit de plus en plus d'importance dans son activité publique, et en

⁶⁵ Fonds Pierre Naville (CEDIAS), dossier 42, procès-verbaux des réunions du Comité directeur du PSU, 1950.

⁶⁶ Sur l'UP, voir Jacques Vaudiaux, *Le Progressisme en France sous la 4^e République*, Paris, Ed. Cujas, 1968.

⁶⁷ Voir son article : « Douze ans après... », *Amitiés France-Israël*, mai 1955.

⁶⁸ Archives privées Éliane Brault, cartes d'adhésion.

Éric Nadaud, « Éliane Brault, un parcours au féminin, radical, antifasciste, progressiste, maçonnique et féministe (1895-1982) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. www.histoire-politique.fr.

devint même le centre dans les vingt dernières années – ce qui justifie qu'on l'évoque en dernière partie. Ce fut pour elle une autre manière d'exprimer ses convictions républicaines, ainsi que sa rupture avec la religion catholique, et même son féminisme, car elle tenait l'obscurantisme pour l'une des sources principales de la servitude féminine. Elle y trouva aussi l'occasion de renforcer ses liens avec nombre de ses proches, également maçons, parmi lesquels ses amis radicaux les plus sûrs.

Son activité maçonnique fut néanmoins toujours assombrie par un regret. Ses affinités philosophiques profondes la portaient vers l'obédience qui s'inscrivait le plus clairement à gauche, le Grand Orient de France. Or celle-ci restait fermée aux femmes. De là une insatisfaction qui explique les discontinuités de son parcours maçonnique, que nous présentons ici en remontant jusqu'aux années 1920 afin d'en donner une vue d'ensemble.

Elle entra d'abord à la Grande loge de France (GLDF) qui offrait aux femmes la possibilité d'appartenir à la franc-maçonnerie grâce à la formule des « loges d'adoption ». Il est très vraisemblable qu'elle fut influencée dans ce choix par Fabius de Champville, qui était membre du Conseil fédéral de l'obédience⁶⁹, et par son second mari, Louis Gallié, qui y était le secrétaire de la loge : « Le général Peigné ». Elle fut initiée le 28 juin 1927 à la loge d'adoption « Union et Bienfaisance ». Elle en devint rapidement la secrétaire, malgré le mécontentement de « frères » de l'atelier masculin protecteur attachés au respect des règles, qui lui reprochèrent de brûler des étapes de l'initiation⁷⁰. Elle prit une part importante à la création en 1930 de la loge d'adoption « Le général Peigné », dite aussi « Loge franco-yougoslave », « souchée » sur celle de Louis Gallié qui se vouait à l'étude des questions sociales et du problème de la paix en Europe. Elle y tint le « premier maillet » de 1934 jusqu'à la guerre. Elle appartient également aux loges d'adoption « La nouvelle Jérusalem » et « Minerve ». Dans ces divers ateliers, elle exerça sa réflexion sur les mêmes sujets que sur le terrain politique : l'émancipation de la femme, les questions sociales, la laïcité, l'organisation de la paix⁷¹. Le *Journal Officiel* consacra l'importance qu'elle avait prise dans l'Ordre en la faisant figurer sur la liste des « dignitaires de la franc-maçonnerie » qu'il dressa le 5 février 1942⁷².

Elle quitta la GLDF à la fin de la guerre. Dès 1935, la GLDF avait proposé aux loges féminines sous sa juridiction de s'émanciper. Éliane Brault avait plaidé pour l'acceptation de l'offre, mais n'avait pas obtenu gain de cause, les loges féminines

⁶⁹ Il fut son protecteur à la GLDF comme au parti radical. Voir son intervention en sa faveur au Conseil fédéral du 7 juin 1929, in Archives de la GLDF, dossiers 187 bis et 540.

⁷⁰ Voir la lettre à son sujet du Vénérable Pierre Joly au Très Illustre Frère Doignon, mai 1930, et le rapport du Conseil fédéral, 12 mai 1930, in Archives de la GLDF, dossier 187 bis.

⁷¹ Sources utilisées pour ce paragraphe : Archives de la GLDF, fiche administrative d'Éliane Gallié, et dossiers Loges 187 bis, 376 bis, 410 bis, 540 et 540 bis.

⁷² *Journal officiel de l'État français. Lois et décrets*, n° 31, 5 février 1942.

Éric Nadaud, « Éliane Brault, un parcours au féminin, radical, antifasciste, progressiste, maçonnique et féministe (1895-1982) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. www.histoire-politique.fr.

refusant l'autonomie⁷³. En 1945, celles-ci reçurent de la GLDF leur indépendance définitive. Elles constituèrent alors l'Union maçonnique féminine de France (UMFF), qui prit un peu plus tard le nom de Grande loge féminine de France. Éliane Brault les rejoignit avec sa loge « La nouvelle Jérusalem adoption »⁷⁴.

En 1948, elle entra néanmoins à l'Ordre mixte international du Droit Humain (DH), qui présentait pour elle l'avantage d'être fondé sur le principe de mixité. Elle aurait aimé le faire sans pour cela donner sa démission de l'UMFF, d'autant qu'elle caressait le projet de contribuer au rapprochement des deux obédiences, mais cela ne lui fut pas possible⁷⁵. Elle y appartint à la loge « Marie Bonneval » et, parmi les ateliers supérieurs, à l'« aréopage Eugène Piron ». Devenue secrétaire générale de l'Ordre, vice-présidente de son Conseil national et « grand inspecteur » (1967-1969), elle s'efforça de le retenir sur la pente qui le conduisait à s'isoler de plus en plus de la vie sociale et intellectuelle et à s'absorber dans des discussions abstraites, de même, elle tenta d'y contenir les ingérences des ateliers supérieurs dans l'activité des autres loges ainsi que la valorisation, à ses yeux excessive, des hauts grades⁷⁶.

Faute d'y parvenir, elle le quitta en 1973, pour fonder avec Raymond Jalu et une demi-douzaine de loges la « Grande loge mixte universelle » (Droit Humain-Tradition), dite aussi GLMU. La nouvelle organisation avait pour particularités d'être mixte et de laisser ses membres libres du choix de leur rituel. Sur le plan idéologique, elle mettait en avant les principes du Grand Orient de France : vérité, morale, laïcité et solidarité, en vue du « perfectionnement intellectuel et social de l'humanité ». Éliane Brault en prit d'emblée la présidence. En 1975, à La Haye, elle fut élevée au 33^{ème} degré du Rite Écossais Ancien et Accepté, le degré suprême de l'initiation maçonnique. Elle ne trouva cependant pas dans la GLMU le havre rêvé, celle-ci finissant par reproduire les défauts reprochés au Droit Humain, et se divisant⁷⁷. En 1980, elle créa l'« Association française de la franc-maçonnerie mixte ancienne et acceptée » (suprême Conseil mixte de France), dont les objectifs étaient « le perfectionnement de la condition humaine matérielle et morale » et « la pratique de la tolérance et de la solidarité »⁷⁸.

⁷³ Elle déplora ce refus à la première assemblée générale de l'UMFF, le 21 octobre 1945 (Des., H, du CNHRM, *Des loges d'adoption à la Grande loge féminine de France (1901-1959)*, CNHRM, p.91).

⁷⁴ Sur les loges d'adoption de la GLDF, voir Gisèle et Yves Hivert-Messeca, *Comment la franc-maçonnerie vint aux femmes : deux siècles de franc-maçonnerie d'adoption, féminine et mixte en France, 1740-1940*, Paris, Dervy, 1997 ; et Marie-France Picart, *la Grande loge féminine de France*, Paris, « Que sais-je ? », PUF, 2008.

⁷⁵ Archives privées Éliane Brault, lettre du 29 avril 1948 pour l'admission à l'atelier n° 1.

⁷⁶ Sur le DH, voir Noëlle Charpentier, *la Franc-maçonnerie mixte et le Droit Humain*, Paris, Éditions maçonniques de France, 1998.

⁷⁷ Informations fournies par J.-A. Sabourdin et Pierre Mollier, conservateur des archives du Grand Orient de France.

⁷⁸ Archives de la Préfecture de police, dossier « Brault » n° 20656, note de mai 1980.

Éric Nadaud, « Éliane Brault, un parcours au féminin, radical, antifasciste, progressiste, maçonnique et féministe (1895-1982) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. www.histoire-politique.fr.

Elle mit au service de ses idéaux toute une activité de publiciste, sous la forme de conférences ou d'émissions radiophoniques, mais aussi d'articles, de brochures et de livres qui prolongèrent souvent ses travaux maçonniques. Elle écrivit notamment *la Franc-maçonnerie et l'émancipation des femmes* (Dervy, 1953), *Maria Deraismes (Cahiers laïques, n° 70, juillet-août 1962)*, *Psychanalyse de l'initiation maçonnique* (Dervy, 1965), *le Mystère du chevalier Ramsay* (Paris, Le prisme, 1973), et elle collabora au *Dictionnaire de la franc-maçonnerie*, sous la direction de Daniel Ligou (PUF, 1974).

Elle servit les mêmes valeurs au sein de sociétés non maçonniques : l'Union rationaliste, comme membre de son conseil d'administration et de la rédaction de son organe, les *Cahiers rationalistes*, de 1960 à 1980⁷⁹, et la société des Amis de l'École laïque.

Elle mourut à Paris le 25 août 1982. Son incinération, au cimetière du Père-Lachaise, fut une ultime manifestation de ses convictions.

Si l'on considère Éliane Brault en tant que militante de gauche, son parcours apparaît bien représentatif de l'échec de la nébuleuse puis du courant antifasciste unitaire et progressiste dont elle a été l'une des figures de 1934 à 1960, et il illustre les blocages dont la gauche française de la période a souffert. Les militants radicaux et socialistes de gauche et les dissidents communistes de divers types qui aspiraient à l'unité des trois grands partis de gauche contre le fascisme et pour le progrès social, et crurent en 1936 se rapprocher du but, se retrouvèrent vite dans une impasse. Le Front populaire se dissocia très rapidement. Il fut impossible de le faire revivre, faute d'affinités suffisantes entre ses composantes, le parti radical glissant à droite dès 1938, la SFIO suivant la même pente après la guerre, tandis que le PCF ne se dégageait pas de son allégeance envers l'URSS. Éliane Brault manifesta l'impuissance de ce courant par la multiplicité de ses démissions et de ses affiliations, par ses hésitations entre socialisme et radicalisme, par son repli sur des formations sans moyens et aux effectifs réduits et, pour finir, par son renoncement après 1960 à l'activité partisane. Dans la franc-maçonnerie, de même, elle buta comme toutes ses « sœurs » sur l'obstacle infranchissable de la masculinité exclusive des grandes obédiences. L'instabilité dont elle fit preuve dans ses appartenances ne fit que traduire son incapacité à trouver là aussi une solution.

Cependant, cet échec politique et cet in-aboutissement maçonnique n'empêchèrent pas sa réussite personnelle, si l'on entend celle-ci d'un point de vue féministe, comme l'aptitude d'une femme à s'imposer dans « un monde d'hommes » et à accéder à des

⁷⁹ L'Union rationaliste, dont Émile Borel avait été un fondateur, peut être vue comme une « fille de la Libre Pensée », pour reprendre la formule de Yannick Bézin (« Les *Cahiers rationalistes* : la physique comme propagande », msh.e.univ-fcomte.fr/programmation/col04/documents/preactes/Bézin.pdf, p. 7).

Éric Nadaud, « Éliane Brault, un parcours au féminin, radical, antifasciste, progressiste, maçonnique et féministe (1895-1982) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. www.histoire-politique.fr.

fonctions de responsabilité. Éliane Brault démontra cette capacité, en parvenant à pénétrer dans des lieux de pouvoir, et à se maintenir presque constamment dans des rôles de représentation ou de direction. Cette réussite fut le fruit d'une volonté personnelle. Mais elle traduit aussi les possibilités nouvelles que l'époque considérée offrait aux audacieuses. Éliane Brault entra en politique au moment où le parti radical mettait en œuvre une politique d'ouverture aux femmes. Elle put tirer avantage du besoin qu'avait le milieu communiste de mobiliser autour de lui des « compagnes de route » de bonne notoriété. Et elle rejoignit la France libre alors que l'impréparation de celle-ci sur le terrain social et sanitaire lui ouvrait tout un champ d'action. Ayant été l'une des premières à exploiter ces ouvertures, elle fut, dès les années trente, un exemple pour d'autres femmes et saluée comme telle. Elle ouvrit des voies. Elle compte ainsi dans l'histoire du féminisme autant, sinon plus, par sa propre trajectoire que par ses combats pour les droits des femmes.

L'auteur

Éric Nadaud, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, agrégé d'histoire, maître de conférences à l'université d'Orléans, a soutenu un doctorat d'histoire contemporaine sur « Une tendance du Parti socialiste SFIO, la Bataille socialiste, 1921-1933 » (sous la direction de Serge Berstein, 1988). Il poursuit ses recherches sur le socialisme de gauche unitaire en France de 1921 à 1958, ainsi que sur les pratiques militantes et symboliques socialistes, tout en collaborant à la rédaction du *Dictionnaire biographique Mouvement ouvrier Mouvement social* (le « Maitron », 12 volumes, sous la direction de Claude Pennetier, aux Éditions de l'Atelier).

Résumé

Éliane Brault fut une responsable politique en vue dans les milieux de gauche et la franc-maçonnerie, des années 1930 aux années 1970. Elle appartient à la direction du parti radical ainsi qu'à celle de plusieurs organisations antifascistes, et fit partie de plusieurs cabinets ministériels dans les années 1930, fut officier de la France libre de 1941 à 1945, prit part à la direction de divers formations socialistes de gauche et « progressistes » à partir de 1948, et joua un rôle important dans la franc-maçonnerie féminine. Son histoire se confond avec celle de la gauche, de l'antifascisme et de la Résistance. Elle rejoint aussi celle du féminisme, à la fois parce qu'elle combattit pour l'émancipation des femmes, et parce qu'elle-même s'appliqua toujours à militer à un niveau élevé de responsabilité.

Mots clés : parti radical ; Front populaire ; antifascisme ; France libre ; féminisme ; franc-maçonnerie ; socialisme.

Abstract

Éliane Brault, a career in the feminine, radical, antifascist, progressive, Masonic and feminist (1895-1982)
(Trad. Julie Blanck, Sciences Po.)

Éric Nadaud, « Éliane Brault, un parcours au féminin, radical, antifasciste, progressiste, maçonnique et féministe (1895-1982) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009. www.histoire-politique.fr.

Éliane Brault was a politician in sight in the left political world and the freemasonry, from the 1930's to the 1970's. She belonged to the direction of the *parti radical* as well as to the direction of several antifascist organizations. Then she was a part of several minister's personal staffs in the 1930s, became officer of Free French from 1941 till 1945, took part in the direction of miscellaneous socialist "progressive" and left formations from 1948, and she played an important role in the feminine freemasonry. Her story becomes confused with the history of the left, the antifascism and the Resistance. She also joins the history of the feminism, because she fought for the emancipation of the women, and because she always applied herself to militate at a high level of responsibility.

Keywords: parti radical; Popular Front; Antifascism; Free French; feminism; freemasonry; socialism.

Pour citer cet article : Éric Nadaud, « Éliane Brault, un parcours au féminin, radical, antifasciste, progressiste, maçonnique et féministe (1885-1982) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°9, septembre-décembre 2009, www.histoire-politique.fr